



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, 22 MAI 2015

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

Société MONTUPET

Commune de Diors

Modification des conditions d'exploiter et
actualisation de ses prescriptions de
fonctionnement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSES

Par lettre en date du 22 mai 2012, Monsieur BELLIER, agissant en qualité de directeur du site de Diors de la société MONTUPET, sollicite l'autorisation de modifier les conditions de fonctionnement de son établissement situé sur la commune de Diors dans la zone industrielle de la Martinerie.

La modification porte principalement sur la séparation des activités conservées par la société MONTUPET avec celles de la société FRANCAISE DE ROUES.

Cette séparation est intervenue en 2009, suite à la création par la société MONTUPET d'une filiale indépendante, la société FRANCAISE DE ROUES pour l'activité "Roues". Par la suite, la société MONTUPET a vendu cette filiale.

PJ : Projet d'arrêté préfectoral

Horaires d'ouverture 9h15 – 11h45 / 14h – 16h
Tél. : 02 54 27 52 80 - Fax : 02 54 35 06 31
Cité administrative – bd George Sand
36000 Châteauroux Cedex
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



I. PRESENTATION DE L' ETABLISSEMENT ET CONTEXTE REGLEMENTAIRE

L'activité du site de Diors de la Société MONTUPET est la fabrication de pièces moulées en aluminium.

Cette activité permet de produire des pièces destinées majoritairement au marché automobile (culasses et pièces de liaison au sol).

L'établissement compte environ 350 salariés sur le site.

L'établissement est réglementé au titre des installations classées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-E-540 du 9 mars 1999 autorisant la société MONTUPET à poursuivre et étendre l'exploitation de sa fonderie d'aluminium située à Diors, zone industrielle de la Martinerie,
- l'arrêté préfectoral n° 2002-E-857 du 10 avril 2002, portant obligation pour la société MONTUPET d'aménager des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Diors,
- l'arrêté préfectoral n° 2003-E-1624 du 11 juin 2003 complétant les prescriptions techniques applicables aux installations de refroidissement de la société MONTUPET,
- l'arrêté préfectoral n°2006-07-0226 du 27 juillet 2006 complétant et modifiant les prescriptions techniques applicables à la société MONTUPET relatives aux rejets des installations de traitement de surface, dans le cadre de l'exploitation de sa fonderie d'aluminium située zone industrielle de la Martinerie sur le territoire de la commune de Diors,
- l'Arrêté préfectoral n° 2011060-0004 du 1er mars 2011 modifiant et complétant les prescriptions techniques applicables à la société MONTUPET pour l'exploitation de son établissement situé sur le territoire de la commune de Diors.

L'arrêté du 1^{er} mars 2011 fait suite à l'examen du bilan de fonctionnement du site et présente notamment de nouvelles valeurs limites pour les rejets atmosphériques des activités liées à la fonderie et une surveillance des émissions de substances dangereuses pour le milieu aquatique.

Au regard de l'évolution des installations de l'établissement suite à la séparation des activités de la société MONTUPET et de la société FRANCAISE DE ROUES, de l'ancienneté des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 1999 et des évolutions des textes réglementaires applicables aux activités exercées, l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} mars 2011 imposait à l'exploitant le dépôt d'un dossier de mise à jour administrative afin d'actualiser de façon globale les prescriptions applicables au site.

Ce dossier, remis à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population le 22 mai 2012 et complété 15 décembre 2014 puis le 16 mars 2015, comporte les pièces requises par l'article R 512-6 du code de l'environnement et les révisions des études d'impact et de dangers comportaient la globalité des éléments précisés aux articles R.122-5 et R.512-9 du code de l'environnement.

De l'analyse du dossier, il est ressorti que la modification de classement engendrée par la séparation des activités de deux sociétés présentée dans le tableau ci-dessous ne représentait pas, au sens de l'arrêté du 15 décembre 2009 modifié une modification substantielle des activités de l'établissement soumises à autorisation.

Nature et volume des activités soumises à autorisation

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Capacité actuelle retenue dans l'arrêté préfectoral du 09/03/1999 modifié	Capacité future
2552-1	Fonderie (<i>fabrication de produits moulés</i>) de métaux et alliages non-ferreux	214 tonnes	216 tonnes
1420-2	Amines inflammables liquéfiées (<i>emploi ou stockage</i>)	6,18 tonnes	6,18 tonnes
2566-1	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique :	Sans seuil	6 295 litres
2771 (ex 167.c)	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Sans seuil	Sans seuil (capacité de 4 tonnes/h)
3250-b	Transformation de métaux non ferreux	214 tonnes	216 tonnes

A ce titre, la demande n'a pas été soumise à une procédure complète comportant notamment une enquête publique.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE PRESENTEE

Au vu des éléments fournis dans le dossier de mise à jour administratives déposé par le pétitionnaire, des mesures doivent être envisagées pour limiter ces impacts ainsi que le risque incendie.

II.1 Rejets atmosphériques de l'établissement

Les équipements et polluants à l'origine d'émissions atmosphériques sont principalement :

- les fours de fusion : poussières, NOx, SO2, COV, CO, Hcl, dioxines et furannes ;
- les machines à noyauter, poussières, COV et amines ;
- les installations de moulage : poussières et COV ;
- les installations de régénération des sables : poussières, NOx, Sox et COV ;
- les installations de traitement thermique : poussières, NOx, SO2 et COV

Les rejets atmosphériques de ces installations sont réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} mars 2011.

Proposition de l'inspection des installations classées :

Au regard de ce qui précède, il convient de prescrire :

- le maintien des valeurs limites d'émission fixé initialement dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} mars 2011 ainsi que des flux maximaux au regard des valeurs issues du document BREF SF.
- La mise en place de la canalisation des rejets atmosphériques issus de l'installation de moulage BP. Un délai de 6 mois peut être fixé pour transmettre cette étude.
- Afin d'investiguer sur les conséquences des rejets atmosphériques des installations dans l'environnement, un programme de surveillance de l'impact des installations sur l'environnement doit être mis en place par l'exploitant. Ce programme concerne les dioxines et furannes, les métaux et les poussières et prévoit la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement sur 2 campagnes annuelles de mesures. Les mesures sont effectuées dans les retombées atmosphériques (collecteurs de précipitations type jauges OWEN ou équivalents) aux points où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Un délai de 6 mois peut être fixé pour remettre l'étude de dispersion, l'analyse et la détermination du programme de surveillance.

II.2 Risque « légionellose »

Le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 a modifié la rubrique 2921 relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (TAR).

Deux arrêtés ministériels datés du 14 décembre 2013, pris en application de ce décret, abrogent et remplacent les arrêtés ministériels du 13 décembre 2004.

Proposition de l'inspection des installations classées :

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose de mettre à jour les prescriptions applicables aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de l'établissement.

II.3 Prescription relative à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie

Actuellement, le site dispose d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction de 340 m³.

Dans le cas du scénario d'un incendie généralisé du bâtiment 1, le volume nécessaire pour collecter les eaux d'extinction a été évalué à 2 210 m³.

Proposition de l'inspection des installations classées :

Une étude technico-économique doit être menée par l'exploitant pour déterminer les moyens techniques à mettre en place pour disposer d'une capacité de confinement minimale de 2 210 m³ afin de gérer l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou incendie du site. Un délai de 6 mois peut être fixé pour transmettre cette étude.

II.4 Prescription relative à la fourniture de garanties financières

Contexte réglementaire :

L'arrêté du 31 mai 2012 modifié fixe la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Les activités de fonderie (rubrique 2552 de la nomenclature des installations classées) sont répertoriées dans l'annexe II de cet arrêté du 31/05/2012 modifié.

Pour les installations déjà mises en service au 1^{er} juillet 2012, L'exploitant doit constituer à partir du 1er juillet 2015 et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié susvisé, à savoir :

- 40 % du montant initial des garanties financières à la date du 1er juillet 2015,
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 3 ans

Les garanties financières définies s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- la mise en sécurité du site de l'installation
- les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines en cas de pollution ou d'accident .

Proposition de l'inspection des installations classées :

L'exploitant doit constituer des garanties financières dont le montant total de référence a été fixé à 93 211,44€ conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié.

III. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de l'Indre :

- de mettre à jour la situation administrative de l'établissement exploité par la société Montupet,
- d'actualiser les prescriptions relatives aux rejets atmosphériques du site au regard de la directive IPPC et d'imposer une surveillance de l'ensemble des rejets canalisés de l'établissement,

- d'actualiser les prescriptions relatives aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de l'établissement ;
- d'imposer la réalisation d'une étude technico-économique pour déterminer les moyens techniques à mettre en place pour disposer d'une capacité de confinement nécessaire pour retenir les eaux polluées lors d'un accident ou incendie du site,
- d'imposer la constitution de garanties financières dont le montant a été fixé à 93 211,44€

Un projet d'arrêté en ce sens, en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement est joint au présent rapport. Ce projet reprend également l'ensemble des prescriptions existantes.

Pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles sera soumis l'exploitant, l'inspection des installations classées propose que les prescriptions des arrêtés préfectoraux qui réglementent l'établissement au titre des installations classées soient abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Conformément aux dispositions prévus par l'article R. 512-31 du Code de l'environnement ce projet doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Indre.

L'ingénieur de l'industrie et des mines

Signé

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le préfet de l'Indre
Pour le directeur,
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre

Signé

ANNEXE 2

